



Health for All Now!
People's Health Movement



fiche 4 : démocratie sanitaire

La santé avant le marché...

... Changeons l'Europe !

Nous voulons une Europe qui stimule la démocratie sanitaire en impliquant les bénéficiaires et le personnel de santé

Pour notre santé, stimuler la démocratie sanitaire

en impliquant la société civile, les travailleurs.euses et les bénéficiaires, dans la définition des objectifs et moyens des politiques de santé.

La participation citoyenne est cruciale dans le domaine de la santé.

La gestion managériale des soins de santé tend à créer un fossé entre la haute bureaucratie et la population, qui devrait, au contraire, être le point final des choix organisationnels. Même le personnel doit participer aux choix car de plus en plus de managers imposent leurs idées de manière impérative. Ce management est souvent perçu comme technocratique et maltraitant et participe à la démotivation du personnel (perte de sens, souffrance au travail), et donc à l'amplification de la pénurie.

La mise en œuvre de politiques de réduction des dépenses de Santé est à la fois favorisée par l'absence de démocratie, et à la fois source de dégradation du débat démocratique : les enjeux budgétaires semblent constituer un dogme s'imposant à toutes les politiques, reléguant les débats sur les enjeux de Santé publique à la gestion des conséquences de l'insuffisance des moyens.

La démocratie sanitaire, elle, vise à impliquer les citoyens dans la prise de décisions liées à la santé, à améliorer la qualité des soins par la participation des patients et à éliminer les liens financiers entre comportement des patients et accès aux soins.

En tant que citoyens, nous devons être actifs dans la conception des politiques de santé, en prenant en compte les besoins de la population.

Le « pouvoir médical » doit être remis en cause, non pas en promouvant à tout va l'auto-diagnostic et l'automédication, mais bien en considérant le « patient » comme acteur de sa prise en charge, et donc décideur.

Cette évolution implique aussi la participation à l'organisation des systèmes de santé et de protection sociale. Cette participation doit être inclusive, sans discrimination basée sur l'âge, le genre, le handicap ou l'origine ethnique.

La participation améliore

- la qualité des soins,
- l'autonomie des patients
- et leur adhésion au traitement.



Health for All Now!
People's Health Movement



Nous constatons aujourd'hui que le concept de responsabilité est lié au concept de contrôle des comportements et du mode de vie, visant à la culpabilisation, plutôt que de créer une modalité dans le cadre de la démocratie participative.

La prévention et l'épidémiologie participatives jouent un rôle fondamental en donnant aux personnes la possibilité d'être le centre de vérification et de contrôle des politiques dans les territoires, et pas seulement de santé, en particulier après la période Covid. L'importance des déterminants sociaux de santé impose le fait que la Santé publique n'appartient ni au corps médical ni aux autorités sanitaires, mais bien aux citoyens organisés localement, en responsabilité des enjeux sanitaires de chaque politique.

Dans ce cadre, de nombreux pays voient les « corps intermédiaires » (syndicats, mutuelles, organisations, ONG, associations,...) attaqués par les décisions politiques. Il s'agirait de croire que la démocratie se résume à un vote périodique largement orienté par des médias, eux-mêmes contrôlés par les intérêts financiers, alors qu'elle devrait se nourrir constamment des réalités de terrain, relayées par ces corps intermédiaires structurant notre société.

Nos priorités

- Considérer la démocratie sanitaire comme un déterminant de la santé, mais aussi comme garante de la prise en compte des déterminants de la santé. Dans ce sens, l'Europe doit intégrer cette logique dans ses compétences (environnement, médicaments, conditions de travail, ...)
- L'Europe doit promouvoir un modèle garantissant une collaboration horizontale entre acteurs de la santé, et une place de partenaires pour les patients. Pour ce faire, l'UE doit pousser les Etats à :
 - renforcer la reconnaissance des associations de patients et usagers
 - étendre la participation des patients et usagers aux relations avec les prestataires de soins, aux institutions de soins et aux niveaux politiques, évitant ainsi l'influence des lobbies économiques.
- L'Europe doit mettre en œuvre un réel dialogue social en matière de pénurie de personnel de santé via une amélioration des conditions de travail et des salaires ; la Commission doit à respecter les conclusions de ce dialogue social.
- L'UE doit donner aux syndicats une place aussi importante que celle des fédérations patronales.
- L'UE doit combattre le rôle des lobbies ayant des intérêts économiques dans les domaines qui touchent de près ou de loin à la santé publique.